

L'observatoire géopolitique

Lettre N°7 - Octobre 2025



L'EDITO



L'information va vite, mais nous on prend le temps de la décoder.

Face à une actualité toujours plus rapide et complexe, l'Observatoire géopolitique offre un espace de réflexion et de décryptage. Les étudiants de L2 ESPRI prennent le temps de s'arrêter, d'observer et d'analyser les dynamiques internationales pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et sociaux du monde contemporain.

Dans ce deuxième numéro, zoom sur : les manifestations de la Gen Z, l'alliance entre l'Union Européenne et le Sud Global, le nouvel accord nucléaire entre le Pakistan et l'Arabie Saoudite et bien plus encore !

Cap sur l'actualité internationale !

FOURNIER Mattis, LESTRADE Camille, SEGURA Zoé, THINES Lisa

LA LICENCE ESPRI

La licence Économie-Gestion, parcours Science Politique et Relations Internationales (ESPRI), est proposée à l'IAE Savoie Mont Blanc sur le campus d'Annecy. Elle associe économie, gestion, droit, science politique et relations internationales pour offrir une approche pluridisciplinaire des enjeux contemporains. Le parcours inclut aussi des cours de langues, un stage et/ou un séjour à l'étranger. Cette licence ouvre la porte à de nombreux débouchés — diplomatie, commerce, journalisme, politique, entre autres — et prépare à des masters variés, grâce à des cours tels que “sociologie des relations internationales”, “introduction à la macroéconomie”, “introduction au droit”, ou encore “enjeux environnementaux contemporains”.





AFRIQUE	Page : 3
AMERIQUE DU NORD	Page : 5
AMERIQUE DU SUD	Page : 7
ASIE	Page : 9
EUROPE	Page : 11
MOYEN-ORIENT	Page : 13
OCEAN ARCTIQUE	Page : 15
FICHE PAYS :	
INDONÉSIE	Page : 17
NOUVELLE-ZÉLANDE	Page : 18

Afrique

Le navire malgache à la tête d'un mouvement continental ?

La fin du mois de septembre marque le début de la révolte malgache. Poussée par le mouvement Gen Z mobilisé sur les réseaux sociaux, elle a pris une ampleur imprévue.

Depuis le début de la décennie, la jeunesse remet en cause des gouvernements à travers une appellation : la Gen Z. D'abord au Sri Lanka en 2020 et plus récemment au Népal, ces mouvements se diffusent rapidement grâce aux réseaux sociaux.

Madagascar ne déroge pas à la règle. Depuis le 25 septembre, les jeunes malgaches se soulèvent face aux coupures d'eau et d'électricité ravageant le pays. Cette révolte a pris naissance dans l'université d'Ankatso II, où les conditions sont depuis de longues années insoutenables. Ulric Sambifazy, étudiant en M2 dans l'université, relate la situation : « *vivre avec les coupures d'électricité et surtout dans l'ignorance des dirigeants, c'est dur* ». En prenant de l'ampleur, la Gen Z malgache a pointé du doigt d'autres problématiques nationales. Le territoire possède de très nombreuses ressources mais leur répartition fait grincer des dents. Les cas de corruption sont en effet nombreux dans le pays, entre blanchiment d'argent et détournements de fonds.

Le mouvement malgache détient une particularité symbolique : l'appropriation de la saga One Piece. Le logo du compte Instagram @gen_z_madagascar est le drapeau pirate de One Piece, revisité avec un chapeau artisanal malgache. D'après Patrick Rakotomalala, journaliste local, cela permet de mettre en avant les valeurs du soulèvement. Ce manga illustre une lutte contre les injustices, l'abus de pouvoir ou encore la corruption.



Manifestation des étudiants à Antananarivo le 27 septembre 2025. © RIJASOLO / AFP

Le soulèvement Gen Z et toutes les personnes qu'il a réussi à mobiliser portent la révolution à une dimension que le président n'avait pas anticipée. Les événements se multiplient et se suivent de manière précipitée ces derniers jours.

Le matin du samedi 11 octobre, une branche de l'armée, le CAPSAT, a montré son soutien à la jeunesse malgache et a appelé le reste de l'armée à faire de même.

Concours de circonstance ou action stratégique, deux jours après, le chef du CAPSAT a été nommé nouveau chef d'état-major des armées par le ministre des Armées en personne.

Ce soutien plus que symbolique a été moteur pour marquer un tournant de cette révolution, la prise de la place du 13 mai. Historiquement, cette place marque à chaque crise politique le renversement du pouvoir en place.

Sentant que l'avenir de son gouvernement était en péril, le Président Andry Rajoelina a fui son pays ainsi que son Premier ministre et d'autres personnalités affirmant que leur « *intégrité physique était en danger* ».

Le soir de sa fuite, le lundi 13 octobre, le président a enfin assuré l'allocution publique tant attendue par son peuple qu'il repoussait depuis quelques jours. A. Rajoelina a juste exprimé que ce qui se passait dans son pays était une « *tentative de prise du pouvoir illégal* », ironie du sort quand ce dernier est arrivé au pouvoir suite à un coup d'État en 2009.

Le lendemain, le 14 octobre, le président a dissous l'Assemblée nationale, anticipant le vote de destitution de cette dernière. Le colonel Michael Randrianirina a annoncé par la suite qu'ils avaient pris le pouvoir et ce devant le palais présidentiel. Il a affirmé le lendemain la mise en place d'un gouvernement provisoire afin d'accompagner une transition des institutions sur une durée de deux ans environ.

La population heureuse et optimiste fait face à des contraintes externes à la politique interne qui vont entacher leur renouveau.

Positive pour son peuple, la révolte de la Gen Z à Madagascar remet en cause un équilibre déjà fragile dans la région d'Afrique australe. Celle-ci étant caractérisée par une gouvernance autoritaire, une corruption endémique avec une forte concentration des richesses. Les mobilisations malgaches inquiètent les États voisins, adoptant par conséquent une posture de réserve. Ce mercredi 15 octobre, l'Union africaine a de nouveau suspendu Madagascar de l'instance, par crainte d'un effet de contagion politique.

Plusieurs gouvernements redoutent que la contestation générationnelle malgache n'inspire leurs propres jeunes à revendiquer des pensées similaires. Ce contexte leur rappelle le scénario des Printemps arabes de 2011, où les révoltes se sont répandues au sein de plusieurs États.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) joue un rôle de médiation pour assurer la stabilité régionale. Ce fut le cas pour la crise postélectorale du Mozambique en 2024, marquée par des troubles civils après un scrutin présidentiel controversé.

Elle s'est prononcé tardivement, poussée par l'ampleur de la crise, en annonçant le déploiement d'une mission d'établissement des faits afin de proposer des solutions durables. Ce faible engagement révèle les limites de la coopération régionale en matière de gouvernance démocratique.

La priorité des États membres reste de garantir la stabilité interne plutôt que la promotion de réformes politiques menaçant les acquis des élites politico-économiques.

BENI-AÏCHE Capucine, DARMET Baptiste, RENAUD-GOUD Maxence

Amérique du Nord

| Travail forcé à Cuba : des répercussions mondiales

De nouvelles accusations de travail forcé dans les prisons cubaines, documentées par Prisoners Defenders, soulèvent des interrogations majeures sur le respect du droit international du travail et des droits humains. Alors que plusieurs États, dont les États-Unis et l'Union européenne, se positionnent en défenseurs de ces principes, leurs liens économiques avec Cuba les placent dans une situation diplomatique complexe.

À l'heure où les normes éthiques sont un enjeu central, l'affaire du travail forcé à Cuba pose une question simple : commerçons-nous avec des produits volés à la dignité ?

Septembre 2025 : un rapport de Prisoners Defenders dévoile qu'entre 60 000 à 90 000 prisonniers de l'île de Cuba sont exploités. Ces personnes sont détenues dans des conditions inhumaines et servent « d'esclave » pour la production de charbon de bois ou de cigares. Lors d'une enquête interrogeant d'actuels et d'anciens prisonniers, 81% d'entre eux signalent de « graves détériorations physiques et psychologiques » liées à leur emploi. L'ONG dénonce un travail forcé au sein des prisons de Cuba ayant des conséquences géopolitiques.



Cuba : des cigares seraient issus du travail forcé de milliers de prisonniers, La Presse.

En effet, les produits sont des biens d'exportation destinés à des pays comme les États-Unis, le Mexique ou encore l'Europe. Prisoners Defenders a donc exhorté la communauté internationale à agir pour mettre fin au travail forcé, interdit par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, par l'Organisation internationale du travail et par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Les États-Unis se placent dans une situation tendue face à Cuba. D'après le rapport « *Trafficking in Persons Report* » publié chaque année par les États-Unis faisant état du travail forcé dans le monde, Cuba se place parmi les pays les moins bien notés. Cela est révélateur de son incapacité à prévenir et punir le travail forcé. Pourtant, les États-Unis n'ont mis en place aucune sanction économique sur les importations issues de la production des prisons cubaines, mais maintiennent une pression diplomatique à travers l'imposition de nouvelles restrictions sur les visas cubains.

Le Canada et le Mexique, partenaires commerciaux de longue date de Cuba, font face à un paradoxe. En effet, depuis quelques années, ils interdisent l'importation de biens issus du travail forcé, une mesure élargie depuis au travail des enfants. Toutefois, au même titre que les États-Unis, aucune action concrète n'a été prise contre les produits cubains visés par le rapport.

Afin d'éviter des tensions diplomatiques, Ottawa privilégie la prudence et l'attente de preuves solides avant d'éventuelles sanctions tandis que la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a rejeté les accusations américaines de travail forcé.

D'autre part, l'Europe, plus gros importateur de charbon et de cigares cubains, est confronté aux mêmes incohérences en tant que grand défenseur des droits humains. En 2024, elle se positionne contre le travail forcé en adoptant la réglementation Forced Labour Regulation interdisant l'importation de produits issus de ce type de pratiques. Cela a forcé la Commission européenne à enquêter plus précisément sur les chaînes d'approvisionnement et donc sur la situation cubaine. Les produits cubains pourraient donc ne plus être autorisés en Europe à partir de 2027. Pour l'Union européenne, il y a aussi un enjeu de réputation si les relations Cuba/ Europe continuent. Ces révélations obligent donc l'Europe à mettre en cohérence ses engagements législatifs, éthiques et commerciaux, sous peine de contradictions internes ou d'hypocrisie.

Les pays voisins et partenaires commerciaux de Cuba vont devoir concilier intérêts économiques et respect des droits humains, tout en faisant face à la pression des ONG et de l'opinion publique. Entre l'embargo officiel et l'aveuglement officieux, le commerce cubain flotte à merveille.

BASRI Sara, BROCQUET Olivia, CUNIBERTI Fanette, MERITET Lucie

Amérique du Sud

Face à la terreur des gangs, l'ONU renforce son engagement en Haïti

Face à la violence des gangs qui déchire Haïti, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, le 30 septembre 2025, la création d'une nouvelle force internationale, la Gang Suppression Force (GSF). Cette mission, qui remplace la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS), vise à rétablir la sécurité et l'ordre dans un pays ravagé par l'insécurité, la faim et les déplacements massifs. L'ambassadeur américain Mike Waltz a félicité la nouvelle résolution de l'ONU qui « offre de l'espoir, un espoir qui disparaît rapidement face aux gangs terroristes qui étendent leur territoire, violent, pillent, tuent et terrorisent la population haïtienne ».



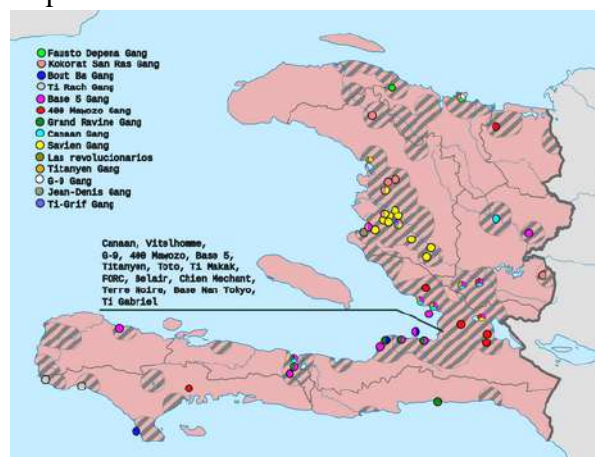
Giles Clarke, des membres appartenant à un gang sillonnent un quartier de la capitale haïtienne, Port-au-Prince.

Depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, Haïti est plongé dans une crise politique et institutionnelle majeure. Plusieurs gouvernements de transition se sont succédés, mais aucune élection n'a été organisée depuis 2016. Le président actuel du Conseil électoral provisoire, Jacques Desrosiers, prévoit la tenue d'élections en 2026, sans certitude. Ce climat d'instabilité a favorisé l'émergence de gangs armés prêts à prendre le pouvoir.

Face à la montée en puissance des gangs, le Conseil de sécurité de l'ONU avait créé le 2 octobre 2023 la MMAS, menée par le Kenya avec le soutien des États-Unis, du Canada et de plusieurs pays des Caraïbes. La mission a été déployée en juin 2024 afin de soutenir la Police Nationale Haïtienne dans la stabilisation du pays en vue de préparer des élections. Malgré quelques opérations ponctuelles, elle n'a pas réussi à rétablir la sécurité et a pris fin le 2 octobre 2025. L'échec de la MMAS a révélé la gravité des enjeux auxquels reste confronté Haïti.

Haïti : une spirale de violences qui s'intensifie

Haïti est notamment plongé dans une crise de violence d'une ampleur inégalée, qui, depuis 2022, a fait plus de 16 000 morts selon l'ONU. Les gangs armés contrôlent plus de 90 % de Port-au-Prince, terrorisant la population par des meurtres, des viols, des pillages et des enlèvements. Ces groupes criminels, parmi lesquels la coalition « Viv Ansanm » est la plus influente, ont entraîné une paralysie des services essentiels.



Carte des guerres de gang à Haïti, Clyde H. Mapping

De plus, de nombreux enfants rejoignent les gangs, poussés par la faim et la misère, et y subissent des abus sexuels. La ville est devenue un carrefour du trafic d'armes et de drogue, qui transitent vers des réseaux criminels aux États-Unis, dans les Caraïbes et en Europe.

Fuir ou mourir : la tragédie humanitaire haïtienne

Haïti est également confronté à une profonde crise humanitaire et économique qui n'a pas été surmontée par la précédente mission internationale de 2023. Le pays n'en est pas à sa première crise. En effet, en 2010, il a connu un séisme de forte magnitude et une épidémie de choléra qui s'est transformée en catastrophe. Depuis, le pays ne s'est jamais relevé même à la suite de nombreux programmes de reconstruction qui sont lancés chaque année. Mais en réalité, ces derniers restent inachevés.

L'économie haïtienne est une des plus fragiles du monde avec un revenu moyen de 2 \$ par jour, un chômage supérieur à 60 %, une inflation galopante et une monnaie locale qui ne vaut presque plus rien.

Sa situation actuelle est marquée par une forte migration dans les pays environnants. C'est le cas de la République dominicaine qui s'isole derrière une muraille de béton et expulse les Haïtiens sans procès, par peur que le chaos ne traverse la frontière. Beaucoup construisent des radeaux, des barques, gonflent même de vieux pneus afin de fuir vers la Floride. En 2023, 52 607 Haïtiens ont été accueillis par les garde-côtes américains.

La Gang Suppression Force : une réponse à l'urgence internationale

Pour remplacer la MMAS, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté récemment, une résolution créant la Gang Suppression Force. Cette mission d'un an, composée de 5 550 soldats et 50 civils, vise à neutraliser les gangs, protéger les civils et sécuriser les infrastructures essentielles, en coordination avec la police haïtienne.

L'effondrement d'Haïti met aussi en lumière les dynamiques internationales qui se jouent autour du pays. En effet, les États-Unis cherchent avant tout à freiner les migrations et les trafics vers leur territoire, tandis que l'implication du Kenya et des pays caribéens dans la précédente mission illustre la montée en puissance du Sud Global dans la sécurité internationale. Haïti devient ainsi un symbole des limites de l'intervention internationale, alors que la gestion de la crise est vivement critiquée par plusieurs puissances, dont la Chine.

La fin de la MMAS et la création d'une nouvelle mission onusienne soulignent l'urgence internationale face aux défis migratoires, sécuritaires et humanitaires persistants en Haïti.

De nombreux spécialistes soulignent que seule une implication collective, durable et coordonnée pourra sortir Haïti de l'impasse, plutôt qu'une simple intervention d'États.

Mais beaucoup s'interrogent : s'agit-il d'une réelle relance de l'engagement international, ou d'une réaction symbolique et temporaire pour masquer l'échec précédent ?

ERGAN Manon, LEGE Lucas, LIU Anita

Asie

Du Sri Lanka en 2022 au Népal aujourd'hui : la naissance des “Printemps asiatiques” ?

« *C'est tout à fait frappant. Il s'agit d'un nouveau type de politique de l'instabilité* », affirme Paul Staniland, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, à propos de la violence politique en Asie du Sud.

Il y a un peu plus de 3 ans, en mars 2022, débutait la révolte de la population sri-lankaise face à son gouvernement. Elle marque le début d'une série de protestations et soulèvements populaires en Asie du Sud, menés principalement par la Génération Z, dénonçant, en partie, la corruption des élites gouvernementales. Plus récemment, en septembre 2025, le Népal est frappé à son tour par une vague de révoltes. C'est le 8 septembre que les jeunes descendent dans les rues et commencent à protester. D'abord pacifique, la révolte vire vite à la violence se traduisant par de fortes répressions.



<https://th.bing.com>

Causes et conséquences d'une colère grandissante

En Asie du Sud et du Sud-Est, ces soulèvements traduisent une désillusion face à la corruption qui n'enrichit que les élites, sans en faire profiter la population alors que la croissance du pays stagne.

En 2022, le Sri Lanka s'embrase. Des milliers de jeunes descendent dans la rue, inaugurant ce que beaucoup appellent déjà les “Printemps asiatiques”. Le pays est alors frappé par une crise économique d'une ampleur inédite : pénuries de carburant, inflation record, files d'attente interminables pour se procurer les produits de première nécessité. La mauvaise gestion du gouvernement et la corruption généralisée précipitent la pauvreté et le chômage, transformant le désespoir en révolte. Depuis près de vingt ans, le clan Rajapaksa règne sans partage, plaçant ses membres aux postes clés de l'État. Une élite familiale déconnectée, accusée de népotisme et d'aveuglement face à la détresse du peuple. Cinq mois durant, la jeunesse sri-lankaise maintient la pression, malgré la répression. En juillet, la colère finit par l'emporter : le Président Gotabaya Rajapaksa fuit le pays et démissionne, marquant la chute d'un système et l'espoir d'un nouveau départ politique.

Au Népal, tout bascule le 4 septembre 2025. L'interdiction de 26 plateformes de réseaux sociaux met le feu aux poudres. Quatre jours plus tard, la jeunesse descend massivement dans les rues de Katmandou et des grandes villes du pays. La répression est brutale : la police tire à balles réelles, faisant au moins 19 morts et des centaines de blessés. « Il y avait eu beaucoup de manifestations auparavant, mais cette fois, ils ont tiré », témoigne Aditya Rawal, un jeune étudiant népalais. Le 9 septembre, la colère atteint son paroxysme. Les manifestants prennent d'assaut le Parlement et plusieurs bâtiments gouvernementaux. Sous la pression, le Premier ministre Khadga Prasad Sharma Oli et son ministre de l'Intérieur démissionnent. « *Ce que nous avons fait a fait tomber le gouvernement, nous ne voulons pas que le pays recule* », affirme Subach Dakal, 19 ans. Une génération entière vient de montrer à Katmandou qu'elle ne veut plus se taire.

Printemps arabes et “Printemps asiatiques” : une comparaison pertinente ?

Ces mouvements rappellent les Printemps arabes de 2011, mais la comparaison mérite d'être nuancée. Là où les soulèvements arabes visaient à renverser des dictatures pour instaurer la démocratie, les révoltes asiatiques cherchent à enrichir les démocraties jugées corrompues. La Gen Z demande des réformes profondes contre le népotisme, pas un changement de régime. Pourtant, le spectre des Printemps arabes plane : en Egypte et en Syrie, l'euphorie démocratique a cédé la place au retour de l'autoritarisme.

Ces soulèvements inquiètent les grandes puissances. La Chine a exprimé l'espoir que le Népal restaure rapidement l'ordre, révélant son inquiétude pour cet État-tampon stratégique. L'Inde surveille aussi ces développements, d'autant que la vague a atteint le Ladakh, une région frontalière sensible, en septembre 2025. Pour les régimes autoritaires, la leçon est claire : la répression traditionnelle ne suffit plus. Les gouvernements renforcent leur surveillance numérique, mais les études révèlent que si 65% des mouvements non-violents atteignaient leurs objectifs dans les années 1990, seuls 34% y parviennent depuis 2010.

Du Sri Lanka au Népal, ces "Printemps asiatiques" marquent un tournant dont le dénouement reste à écrire. Au Sri Lanka, les élites sont déjà revenues aux affaires. Au Bangladesh, le gouvernement de transition peine à répondre aux attentes. L'Asie empruntera-t-elle le même chemin que les Printemps arabes ? Dans un continent où près de la moitié de la population a moins de 28 ans, ces révoltes ont brisé le pacte de silence. Entre espoir et désillusion, la route reste longue et périlleuse.

DEPOIL Lucile, PAJOT Nino, SERMET-MAGDELAIN Camile

Europe

À l'aube d'une nouvelle ère : une alliance UE - Sud Global ?

Face à la montée du trumpisme aux États-Unis et à l'influence croissante de la Chine, l'Union européenne s'efforce de redéfinir son rôle dans un monde en recomposition. En renforçant ses partenariats avec les pays du Sud Global, notamment l'Inde et l'Afrique, l'Europe cherche à diminuer ses dépendances stratégiques et renforcer son autonomie. Une stratégie risquée, mais cruciale pour son avenir géopolitique.

« Nous avons vu comment les dépendances peuvent être utilisées contre nous » rappelait Ursula von der Leyen lors de son discours sur l'état de l'Union 2025, soulignant la nécessité pour l'Europe de s'émanciper de ses partenaires traditionnels.

Objectif : redéfinir sa place dans l'ordre mondial

Depuis le retour de la guerre en Europe et la montée des rivalités entre les États-Unis et la Chine, l'Union européenne tente de redéfinir sa place sur l'échiquier mondial. Elle refuse désormais de rester dépendante de grandes puissances et se tourne vers le Sud Global, un ensemble de pays souvent marginalisé dans les rapports de forces internationaux mais de plus en plus influent.



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, à la fin d'une conférence de presse au siège de l'UE à Bruxelles, le 9 octobre 2025. AFP - NICOLAS TUCAT - rfi.

Selon la Banque mondiale, ces pays, comme l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud ou encore l'Arabie saoudite, concentrent désormais près de 60% de la croissance mondiale expliquant ainsi l'intérêt croissant de l'UE. Le 30 septembre dernier, la Commission européenne a proposé une nouvelle alliance stratégique avec l'Inde marquant une étape majeure dans cette volonté de rapprochement. Ainsi, en s'alliant à ces pays, l'UE espère à la fois diversifier ses partenariats économiques et réduire sa dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. Cependant un problème reste en suspens : la Chine et la Russie ont déjà établi des liens économiques, politiques et diplomatiques solides avec de nombreux pays du Sud Global, compliquant ainsi les ambitions européennes.

Entre ambitions et réalité

Pour l'économiste Guillaume Duval, le constat est sans appel : « *[L'Union européenne] ne pourra survivre que si elle se tourne vers le Sud Global pour éviter un isolement mortifère, espérer maintenir un ordre multilatéral fondé sur les règles, et desserrer l'étau de sa dépendance technologique excessive à la Chine et aux États-Unis* ». Un pari ambitieux, qui traduit la volonté de l'UE de peser dans un monde où le centre de gravité du pouvoir semble de plus en plus se déplacer vers le Sud.

L'Inde incarne cette volonté d'ouverture. Comme le souligne Jorge Liboreiro, journaliste spécialisé dans la politique européenne et les affaires internationales, « *l'UE se tourne désormais vers l'Inde pour naviguer dans les turbulences géopolitiques* ». Cette alliance reste cependant fragile, les relations étroites entre New Delhi et Moscou constituent un frein majeur : l'Inde continue d'acheter du pétrole et du matériel militaire à la Russie, compliquant la position européenne.

En parallèle, l'UE renforce ses relations avec l'Afrique, devenue un champ de bataille diplomatique et économique entre grandes puissances. Le programme Global Gateway, un plan d'investissement de plus de 300 milliards d'euros, entend proposer une alternative au modèle chinois des "Nouvelles routes de la soie" en soutenant les investissements dans des infrastructures, l'énergie verte et la santé sur le continent africain.

L'Europe à l'épreuve du Sud Global

Sur le terrain, la réalité est plus complexe. Les promesses européennes se heurtent souvent à un manque de coordination entre les États membres et à une bureaucratie lourde face à la Chine et la Russie qui séduisent par leur rapidité et leur absence de conditionnalité politique. La politologue Nathalie Tocci, spécialisée dans les relations entre les États européens, souligne : « *l'Europe parle souvent le langage de la coopération, mais agit encore trop lentement pour convaincre ses partenaires du Sud* ». Ainsi, l'UE rencontre un défi d'homogénéité : certains pays plus traditionnels, comme la France, perçoivent le Sud Global comme une opportunité de se démarquer, tandis que d'autres, notamment les pays nordiques, restent focalisés sur l'Europe.

Cette stratégie d'ouverture vers le Sud Global pourrait redéfinir la place de l'UE dans la géopolitique mondiale. Si elle parvient à tisser des liens solides avec les puissances émergentes, l'Europe pourrait retrouver un poids diplomatique et économique qu'elle avait perdu face aux États-Unis et à la Chine.

Or, le succès de cette approche dépendra de sa capacité à s'unifier et à proposer des partenariats réellement bénéfiques aux deux parties, sans reproduire de nouvelles formes de dépendance postcoloniale.

Les prochaines années seront donc décisives : entre la nécessité d'autonomie stratégique, la compétition avec Pékin et Moscou, et les attentes d'un Sud Global en quête de reconnaissance, l'UE joue une partie essentielle de son avenir.

Conclusion : L'Europe à la croisée des interdépendances

En conclusion, cette stratégie, encore hésitante, illustre une prise de conscience : l'avenir de l'Europe pourrait bien se jouer au Sud. Si l'UE réussit à transformer ses intentions diplomatiques en alliances équilibrées, elle pourrait non seulement renforcer sa souveraineté, mais aussi contribuer à l'émergence d'un nouvel ordre mondial désormais multipolaire et moins dépendant des anciennes superpuissances. Au fond, cette stratégie marque peut-être le début d'un tournant historique : celui d'une Europe qui regarde enfin au-delà de son voisinage immédiat pour repenser son avenir global. Mais le défi reste immense : transformer une dépendance subie en interdépendance choisie.

DEDIEU Chloé, RAMI Siham, ROUZIERE Cloé

Moyen-Orient

Quand le Golfe regarde vers l'Asie : Un nouveau pacte de défense nucléaire entre l'Arabie Saoudite et le Pakistan

Le 17 septembre dernier, dans un contexte de tensions régionales après des bombardements au Qatar par Israël, l'Arabie Saoudite et le Pakistan ont signé un traité de défense mutuelle à Riyad. Un accord inattendu sur la scène internationale qui inclurait une clause de protection nucléaire.

Ce traité renforce les liens militaires entre Riyad et Islamabad, en stipulant que toute agression contre l'un des deux États sera considérée comme une agression sur l'ensemble. Le contenu exact de cet accord reste secret, s'inscrivant dans une logique de partenariat militaire de plus de 50 ans. Islamabad envoyait déjà des troupes en Arabie Saoudite à des fins d'informations et de formations.

Historiquement, l'Arabie Saoudite bénéficiait déjà d'un accord de sécurité avec les États-Unis, mais la signature de ce traité s'explique par le fait que l'Arabie Saoudite souhaitait trouver un allié régional crédible dans la région. Si la conclusion de cet accord de défense est débattue depuis plus de deux ans, le moment choisi pour la signature n'est pas anodin.

L'attaque sur le Qatar, précédant le traité entre les deux pays d'à peine une semaine, désigne Israël comme l'acteur déstabilisant de la région, volant la vedette à l'Iran. En parallèle, l'absence de volonté des États-Unis de protéger ses États clients pousse Riyad à chercher un partenaire alternatif.

En outre, les États qui ont jusqu'alors grandi sous le parapluie américain n'ont plus d'autre choix que d'affirmer leur pouvoir militaire et politique dans la région : c'est l'essor des puissances moyennes. L'Arabie Saoudite est la figure de proue de ce changement de dynamique, et le Pakistan avec ce rapprochement prend une place plus importante dans la politique de la région.

La conclusion de cet accord repose sur un échange clair d'intérêts. L'Arabie Saoudite bénéficie du parapluie nucléaire pakistanais, permettant de dissuader les agressions et les frappes régionales. Par ailleurs, ce traité permet également à l'Arabie Saoudite de se libérer progressivement de la tutelle des États-Unis.



Afp, L. M. A. (2025, September 26). L'Arabie Saoudite et le Pakistan signent un « accord de défense mutuelle »

Ce pacte pourrait par ailleurs inclure une clause de transfert de technologie nucléaire, importante pour Riyad. Au regard des investissements saoudiens présents au Pakistan et de ceux qui devraient suivre, il aurait été difficile pour Islamabad de refuser les demandes de l'Arabie Saoudite. En contrepartie, le Pakistan attend une assistance technique et financière plus importante, qui pourrait permettre le développement économique et militaire au sein du pays.

La signature du traité et de sa clause de sécurité collective à l'image de l'article 5 de l'OTAN soulève un certain nombre de questions.

L'Inde et le Pakistan continuent inlassablement de se chamailler, notamment à travers des échanges de tirs de missiles balistiques. Cette crise est le résultat d'une escalade qui dure depuis huit décennies, et ne semble pas près de se finir. Dans ce contexte, cet accord de défense aurait de grandes chances de transformer le conflit en guerre ouverte, bouleversant ainsi les relations entre l'Inde et l'Arabie Saoudite.

Selon Dr. Ashok Behuria, ce pacte n'aura pas d'effet profond sur la relation entre l'Inde et l'Arabie Saoudite. Selon lui, Riyad et New Delhi sont très liés économiquement et politiquement.

En prenant en compte cette réalité, une réponse mesurée de l'Inde à une attaque terroriste pakistanaise sur son sol ne serait pas considérée comme une agression et ne déclencherait probablement pas de riposte.

En conclusion, l'arrivée d'une potentielle arme de défense nucléaire au sein de la région bouleverse les us et coutumes en termes de sécurité. Pour les différents États, se doter de la dissuasion nucléaire devient une possibilité à part entière pour la sécurité régionale.

CAMARA Siré, FELIX Noé, LYANT Margaux

Océan Arctique

L'Arctic Express : la Chine accélère sa conquête maritime du Nord

Là où la banquise recule, les ambitions avancent. Dans les eaux froides du passage du Nord-Est, la Chine vient d'ouvrir sa propre voie maritime vers l'Europe, le long des côtes russes : l'Arctic Express. Derrière la promesse d'efficacité logistique se cachent également des ambitions géopolitiques qui inquiètent les puissances occidentales.

Le 22 septembre 2025, la compagnie chinoise Haijie Shipping a inauguré le projet "Arctic Express" qui relie désormais les grands ports chinois de Ningbo-Zhoushan, Shanghai et Qingdao à quatre terminaux européens comme Felixstowe au Royaume-Uni ou Rotterdam aux Pays-Bas.



Illustration de l'itinéraire du service Arctic Express entre la Chine et l'Europe.

Source : High North News

Selon la géographe spécialiste de l'Arctique, Camille Escudé, « le passage par le nord russe constituerait une économie de distance de 20 à 40% par rapport aux routes actuelles entre l'Asie et l'Europe ».

Cette route, moins exposée à la piraterie et aux tensions géopolitiques du Moyen-Orient, promet aussi un gain de temps considérable. En effet, il faut désormais 18 jours pour relier Ningbo à Felixstowe, contre 40 jours via le canal de Suez et plus de 50 jours par le cap de Bonne-Espérance. L'Arctic Express constitue une véritable "Route de la Soie polaire", s'inscrivant dans une stratégie bien plus large lancée en 2013 : les Nouvelles Routes de la Soie chinoises. Ce programme vise à renforcer les échanges avec l'Asie, mais également avec l'Afrique et l'Europe, en développant des infrastructures de transport et de commerce afin de placer la Chine au centre des grands flux économiques mondiaux.

Face au projet, les réactions des pays riverains sont variées. La Russie, exerçant sa souveraineté sur 50% du territoire, coopère en espérant bénéficier des investissements et de la technologie chinoise. Cela lui permettrait d'exploiter cette région difficile d'accès et d'ainsi compenser son isolement sur la scène internationale suite à l'invasion en Ukraine. Malgré une façade amicale, cette alliance reste « circonstancielle plutôt qu'indéfectible » d'après Robert Humbert, spécialiste de géopolitique arctique.

Du côté des pays membres de l'OTAN, la présence sino-russe fait froid dans le dos, avec la crainte d'une remise en cause de leur souveraineté dans la région. Face à cette menace, ils relancent leur coopération militaire : commandement conjoint de l'Arctique au Danemark, création du Centre d'Excellence pour les opérations par temps froid en Suède, ou encore "Pacte de glace" en 2025 avec les États-Unis, le Canada et la Finlande.

L'OTAN mise notamment sur des membres fraîchement arrivés, à savoir la Suède et la Finlande, pour renforcer sa présence dans la région.

Après une politique gelée depuis 2021, Ursula von der Leyen a annoncé le 17 juillet 2025 que « *l'Europe doit s'adapter à ces nouvelles réalités* ». Malgré son impossibilité de développer une stratégie de défense européenne, l'UE tourne désormais un regard plus envieux vers l'Arctique, au détriment du projet chinois.

En théorie, la nouvelle route promet des bénéfices écologiques puisqu'un trajet plus court signifie moins de carburant consommé et donc moins d'émissions de CO₂. Cependant, ces gains potentiels devront être mis en balance avec les risques environnementaux liés à l'intensification du trafic dans un écosystème aussi fragile. Par exemple, le carbone noir issu des carburants marins, une fois déposé sur la neige, accélère la fonte des glaces en plus de perturber les espèces marines.

Camille Escudé précise : « *On estime que d'ici à 2040, il n'y aura plus de banquise d'été en Arctique* ». En effet, les bénéfices immédiats risquent, à terme, d'alourdir le coût environnemental et climatique pour l'ensemble de la planète.

Il ne faut pas oublier que la navigation en Arctique a été rendue possible par la fonte des glaces, conséquence directe du réchauffement climatique, à tel point « *qu'en l'espace d'une vingtaine d'années, le trafic a plus que doublé dans l'Arctique* » explique Frédéric Lasserre, spécialiste de la géopolitique des transports dans l'Arctique.

L'Arctic Express n'est donc pas seulement un itinéraire maritime, c'est le signe annonciateur d'un monde où le climat redéfinit les relations de pouvoir avec plus de certitude que ne le fait la diplomatie.

BERNE Clara, OUDIN Lola, PELISSIER Luna,

GÉOGRAPHIE STRATÉGIQUE

- Située entre l'**océan Indien** et **Pacifique** à cheval sur le continent asiatique et océanique.
- Traversées par des **routes maritimes majeures** reliant différentes régions stratégiques pour le commerce mondial.
- Partage la gestion du **détroit de Malacca** où passe $\frac{1}{3}$ du commerce mondial.
- Riche en **ressources naturelles** telles que le pétrole, le gaz naturel, le charbon, les minerais, ou le caoutchouc.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Population estimée: 285 millions de personnes (quatrième pays le plus peuplé du monde)
Capitale: Jakarta (actuellement)
Religion majoritaire: Islam
Forme de l'Etat: République unitaire à régime présidentiel
Langue officielle: Indonésien
Monnaie: roupie indonésienne
Rang IDH: 112e sur 193 pays en 2025
PIB par habitant: 4 960 dollars en 2024

HISTOIRE RÉCENTE

- **17e au 20e siècle**: Colonisation par les Pays-Bas
- **Début 20e siècle**: Premières revendications indépendantistes.
- **1942-1945**: Occupation de l'Indonésie par le Japon.
- **17 août 1945**: Indépendance et proclamation de la république d'Indonésie.
- **1967**: Début d'un régime autoritaire dirigé par le général Suharto.
- **21 mai 1998**: Abdication du général Suharto après 32 ans au pouvoir



Universalis, E. (s. d.). Indonésie : carte de situation.

INDONÉSIE

SITUATION INTERNE

- **Manifestations récentes** : Mécontentement de la population (baisse du pouvoir d'achat, manque d'opportunité d'emploi). Répression provoquant plusieurs morts.
- **Ecologie** : Multiplication des catastrophes naturelles qui menacent les infrastructures.
- **Montée des eaux** : pourrait déplacer des millions de personnes et immerger la capitale.
- Projet d'une nouvelle capitale "verte" en cours de construction.

ALLIANCES STRATÉGIQUES

- **BRICS +** : Membre depuis 2025. Vise à diversifier ses alliances et à réduire la dépendance vis-à-vis des puissances occidentales.
- **ASEAN** : Membre fondateur et pilier de l'alliance. Agit généralement en médiateur et force d'équilibre dans les tensions régionales.
- **G20** : Unique représentant de l'Asie du Sud Est. Défend les intérêts des économies émergentes et promeut une croissance inclusive

RELATIONS EXTÉRIEURES

- Multi alignement : politique **d'équilibre entre grandes puissances** (pas d'alliance fixe, coopération avec tous). Volonté de préserver l'autonomie et la souveraineté nationale.
- **Relations avec la Chine** : partenaire économique majeur (investissements, Nouvelles Routes de la Soie).
- Tensions maritimes : **différends en mer de Chine** méridionale. Renforcement militaire de l'Indonésie et coopération avec États-Unis, Japon, Australie.
- Objectif global : **maintenir la stabilité régionale** tout en profitant des opportunités économiques chinoises.

FORCES MILITAIRES

Effectifs : environ 360 000 hommes.
Classement : 20e rang du classement des puissances militaires 2025.
Budget : plan d'investissement dans la défense avec 125 milliards de dollars.
Changement de stratégie récent : diversifie sa puissance navale avec le rachat d'un aéronef italien : faire face aux tensions avec la Chine notamment.
Soutiens : exercices navals avec la Russie, partenariat de défense avec la France.

ROCHAS Clotilde, THIRARD Elodie, VERNIN Jules



GÉOGRAPHIE STRATÉGIQUE

- Sud-ouest de l'océan Pacifique, comprend deux grandes îles principales et plusieurs petites îles.
- Relief varié : montagnes (chaîne des Alpes du Sud), volcans actifs, plaines côtières et nombreux lacs.
- Pays exposé aux risques sismiques et volcaniques.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Chef d'Etat : Charles III

Capitale : Wellington

Population : environ 5,3 millions (2024)

Forme d'Etat : Monarchie constitutionnelle parlementaire

Monnaie : Dollar néo-zélandais (1 USD\$ = 1,74 NZD\$)

Religion : Christianisme (mais forte part d'athées)

Langue officielle : Anglais, Māori

Rang PIB : 52^e (2024) ; PIB : ~254 milliards USD

Ressources naturelles : agriculture, élevage, bois, énergie géothermique, pêche, tourisme

HISTOIRE RÉCENTE

- 1947 : Indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni
- 2011 : Séisme dévastateur à Christchurch
- 2019 : Attentats de Christchurch
- 2020 : Gestion exemplaire de la pandémie de Covid-19 sous Jacinda Ardern
- 2023 : Démission de Jacinda Ardern, figure marquante de la politique néo-zélandaise et arrivée au pouvoir du conservateur Christopher Luxon.
- Aujourd'hui : Acteur stable et influent dans le Pacifique Sud, engagé sur les enjeux climatiques, nucléaires et humanitaires.



Intercarto - 2004

NOUVELLE ZÉLANDE

POLITIQUE CLIMATIQUE

- Objectif de neutralité carbone d'ici 2050
- 80% de sa production d'électricité issue d'énergies renouvelables avec un objectif de 100% en 2035.
- La Nouvelle Zélande innove en matière de politiques environnementales en agissant sur la reforestation (projet "One Billion Trees"), l'agriculture en réduisant les émissions carbone ou encore le domaine du transport.

RELATIONS EXTÉRIEURES

- Australie : Partenaire le plus proche de la Nouvelle-Zélande, les deux pays sont liés par des accords de libre-échange et de libre circulation, facilitant commerce, investissements et mobilité. Leur coopération s'étend aussi aux domaines militaires et environnementaux.
- Membre de l'ONU depuis 1945 et de l'ANZUS (coopération militaire NZ, AUS, USA), la Nouvelle-Zélande entretient de bonnes relations dans le Pacifique, axées sur l'aide humanitaire et le climat, tout en conservant une position diplomatique neutre.

TENSIONS GÉOPOLITIQUES

- Interne : guerres coloniales au 19^es → contestation du traité de Waitangi par les Maoris : restitution des terres (manifestations 2023-24)
- Régionale : montée en puissance de la Chine dans le Pacifique Sud (accord sécuritaire avec Îles Salomon 2022) → rapprochement stratégique avec l'Australie et les États-Unis.
- OPEX : missions de paix de l'ONU (Timor-Leste) et dans l'OTAN en Afghanistan et Irak
- Enjeux maritimes/territoriaux : lutte contre la pêche illégale asiatique dans la ZEE et maintient ses revendications en Antarctique (Ross Dependency) pour préserver ses ressources et intérêts scientifiques et économiques

FORCES ARMÉES

- Défense régionale, surveillance maritime, missions humanitaires dans le Pacifique Sud.
- Pas d'armes nucléaires, dépendante des alliances car pas d'industrie de défense
- Budget : 3 Md USD (1,2 % du PIB, 2024).
- Composantes : Armée de terre (NZ Army), Marine (Royal NZ Navy) Armée de l'air (RNZAF, 1937)) Renseignement (NZSIS, GCSB)
- Modernisation face aux tensions indo-pacifiques (Chine) : montée du budget vers 2 % du PIB + renforcement des capacités navales/aériennes.